

# Nous vivons une époque formidable !

Les guerres formelles, « déclarées », ne tuent plus qu'une faible fraction de l'humanité : moins d'un pour cent de nos semblables. Mais l'humanité se rattrape, si l'on ose dire, de multiples façons, notamment celles qu'évoque Monique Chemillier-Gendreau dans son constat d'un « déchaînement de la violence »<sup>1</sup>. On ne peut qu'être frappé que, dans un pays « tempéré » comme le nôtre, les légitimes contestations de l'ordre établi débutent presque systématiquement par des conflits ouverts. La grève – en principe dernier recours contre l'oppression patronale, droit constitutionnel essentiel – est désormais fréquemment la première étape d'expression des revendications. Bien souvent aussi, on commence par casser « parce que c'est la seule façon de se faire entendre ». La « désobéissance civique » tend à devenir une forme légitime de comportement citoyen. Débattre à l'initiative des pouvoirs publics ? « Les dés sont évidemment pipés ! » pense à ce sujet une fraction peut-être majoritaire de nos compatriotes ; on connaissait le slogan « élections-trahison », ne serait-

on pas en passe de lui en substituer un autre en remplaçant le mot « élections » par celui de « débat public » ?

Cette crise du civisme serait-elle la conséquence de la défiance généralisée à l'égard des institutions et de tout ce qui s'en approche ? Les corps intermédiaires – syndicats, mouvements associatifs, ONG – trop négligés par les responsables politiques, sont-ils eux aussi dans la tourmente ?

Deux titres de la presse illustrent ce climat au moment où est rédigé cet éditorial, début octobre 2019 : « Extinction-rébellion » occupe la Place du Châtelet et un grand centre commercial parisien parce que l'Accord de Paris sur le climat n'est pas respecté (en fait avant tout par Washington !), les agriculteurs en colère bloquent les routes... « Colère », le mot est sur bien des lèvres et c'est à juste titre que, cette année, les *Entretiens d'Auxerre* ont mis ce thème au cœur de leurs réflexions<sup>2</sup>.

L'éditorial pourrait se poursuivre dans la voie de ce constat pour le moins inquiet de la situation actuelle. Nous avons fait, dans le précédent numéro de la revue, une proposition

<sup>1</sup> *Régression de la démocratie et déchaînement de la violence*, Éd. Textuel 2019. Voir la recension de cette « conversation pour demain » en page 63.

<sup>2</sup> Chaque année, début novembre, le Cercle Condorcet et la ville d'Auxerre organisent des journées de réflexion sur un thème majeur de préoccupation. Depuis cette année c'est Valentine Zuber, membre du Comité d'orientation de *Diasporiques*, qui préside le Conseil scientifique chargé de choisir ce thème.

de nature différente – disons complémentaire des inquiétudes que nous partageons bien sûr – et nous essayons de nous concentrer sur ce choix : celui du débat. Pas du débat avec l'arrière-pensée de communiquer et d'imposer des conclusions déjà parfaitement déterminées. Mais bien du débat authentique, celui qui permet de confronter des opinions ou des convictions différentes pour mieux instruire une approche collective de la complexité des problèmes sociétaux à résoudre<sup>3</sup>. Illustrons cette proposition par deux exemples.

### QUELLE EUROPE ?

Le Salon de la revue 2019 a donné cette année la parole à *Diasporiques* pour traiter de ce thème<sup>4</sup>. Il restera d'actualité d'approfondir notre réflexion sur les trois thèmes que nous avons retenus : la persistance bien contestable du concept de souveraineté nationale, le refus d'aborder de front la question centrale des flux migratoires à venir, la difficulté de reconnaître une citoyenneté européenne n'impliquant pas une appartenance étatique. Toutes questions qui ne peuvent qu'inciter à militer en faveur d'une réinterprétation de la devise de l'Union, « Unie dans la diversité » : cette diversité ne saurait être exclusivement interétatique sauf à conforter les replis nationalistes des États-membres.

### QUELLE « RETRAITE » ?

Le débat actuellement en cours sur les « retraites » utilise ce terme dans un sens précis : celui de montant des « pensions » dont bénéficient nos concitoyens au-delà de

la cessation de leur activité professionnelle. Nous avons déjà attiré l'attention sur la lourdeur sociale qui résulte du caractère réducteur de ce mot : il induit implicitement l'idée qu'on « se retire » de la société « active », idée singulièrement renforcée par l'utilisation courante de la dualité tout aussi destructive « actifs/inactifs ». La majorité de la population serait-elle vraiment « inactive » ?<sup>5</sup>. Quand se décidera-t-on à prendre réellement en considération que l'activité humaine est infiniment plus diversifiée que ne le laisse entendre l'effarante coupure qu'impose cette façon de dire ? À lui seul ce vocabulaire témoigne du peu de prix apporté au rôle majeur, en termes de cohésion sociale, des activités collectives telles que les engagements associatifs.

Serons-nous l'un des derniers pays témoignant d'une parfaite rigidité en la matière ? Continuerons-nous longtemps encore à « partir » en « retraite » ? ☺

<sup>3</sup> Louis Schweitzer et Philippe Lazar, « Organiser de façon prioritaire des débats non décisionnels, » *Diasporiques* n°46 (juillet 2019), p. 26-29.

<sup>4</sup> En voir un compte rendu p. 30-31.

<sup>5</sup> Philippe Lazar, « Une majorité d'inactifs » ? *Diasporiques* n°37 (Avril 2017), p.46-48. (juillet 2019), p. 26-29.